N° G.U : 2016-00348	Axe N° 1	
COSENS « Vitrolles - CitésLab » Service d'amorçage de projets		

Président	Christian LORIDON
Siège	MARSEILLE
Objet statutaire	<p>L'objectif général de l'association est de favoriser l'émergence de projets de création d'entreprises sur Vitrolles essentiellement et de permettre à des personnes sans emploi de générer leur propre revenu à travers la création d'une entreprise, ou à défaut (non-viabilité du projet) de se remobiliser vers d'autres voies d'insertion professionnelle.</p> <p>Cette aide prend la forme d'une couveuse d'entreprises.</p>
Principales réalisations 2015	<p>Sur Vitrolles, l'association s'est installée au sein du quartier du relais du Griffon, permettant un lieu d'accueil sur 200m2. En 2015, Cosens a animé des ateliers collectifs à raison d'un par mois ainsi que des permanences hebdomadaires.</p> <p>276 personnes ont bénéficié de l'action. 162 dans les ateliers de sensibilisation et 113 lors d'entretiens individuels (75 habitants de Vitrolles dont 41 provenant de quartiers CUCS. 38 habitants provenant d'autres villes du bassin d'emploi (les Pennes-Mirabeau, Rognac, Berre, Pays d'Aix)</p>
Objet de la demande de subvention 2016	<p>L'association sollicite la Métropole afin de poursuivre ce travail de création d'activités en proposant pour 2016 un temps d'accompagnement maximum de 36 mois, une refonte des modules de formation, la mise en place d'un système d'entrées et de sorties permanentes sur le lieu d'accueil à Vitrolles.</p> <p>L'association propose également un service de travail collaboratif permettant la mise à disposition de bureaux partagés en lieux ouverts et d'échange permettant des échanges sur les projets en couveuses.</p> <p>Les objectifs sont de faire entrer 20 nouveaux entrepreneurs en couveuse et de mettre en œuvre les nouveaux parcours d'accompagnement.</p>
Autres partenaires	État, Vitrolles
Montant budget	38.500 €
% subvention/budget	38,96 %
Montant demandé	15.000 €
Subvention N-1	15.000 €
Avis du service Commentaire :	Favorable

DESCRIPTIF DE L'ACTION OU DE LA MANIFESTATION 2016
Formulaire à compléter - Pas de feuille annexée ou collée

1 exemplaire à compléter pour chaque manifestation organisée dans l'année
Le total des montants demandés à la CPA devra être égal au budget prévisionnel de l'association

* Pour la Direction Culture, veuillez également compléter l'annexe fournie par le service.

Date de mise en œuvre prévue	01/01/16
Lieu(x) de réalisation	Vichy
Contenus et objectifs de l'action	Exposition permanente de projets de création et d'impact sur l'histoire de la CP
Public(s) ciblé(s)	Habitants des communes limitrophes de Vichy et du Puy de la CP
Nombre de participants / exposants	250 (150 en collectif / 100 en individuel)
Nombre de spectateurs / visiteurs	-
Durée de l'action	12 mois
Entrées payantes	oui ☐ non ☒ (montant de l'entrée : €)
Inscriptions payantes	oui ☐ non ☒ (montant de l'inscription : €)

BUDGET PRÉVISIONNEL DE L'ACTION OU MANIFESTATION 2016
Remplir un exemplaire pour chaque action ou manifestation prévue dans l'année
DÉPENSES = RECETTES Ne pas indiquer les centimes d'euros

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Charges spécifiques à l'action		Ressources propres	
Achats		Vente	
Prestations de services		Autres produits	
Matières et fournitures	693	Cotisations	
Services extérieurs		Subventions demandées Contrat de Ville :	
Locations		Etat (à détailler) CDC	8500
Entretien		Région (s)	
Assurances		Département (s)	
Autres Services extérieurs		Commune (s)	
Honoraires		Communauté du Pays d'Aix	16000
Publicité	1000	Service Inex. dom. Copier	
Déplacements, missions	1154	Organismes associés (à détailler)	
Charges de personnel		URS Vichy	16000
Salaires bruts	10677	Fonds Européens	
Autres charges de personnel	7823	Emplois Aïdés (ex CNASEA)	
Autres frais généraux	7307	Autres recettes attendues (à détailler)	
TOTAL CHARGES :	38500	TOTAL PRODUITS :	38500

Emplois des contributions en nature	Contributions volontaires en nature
Secours en nature	Bénévolat
Mise à disposition (biens & prestations)	Prestations en nature
Personnel bénévole	Dons en nature
Total des contributions volontaires	Total des contributions volontaires

Obligatoire :
La subvention demandée à la CPA de 16000...€ représente 39..... % du total des produits hors contributions volontaires. (Montant demandé / Total des produits) x 100

Fait à... Vichy... Cachet de l'Association :
Le ... 9... / 11... / 16...

COSENS siège social
2A rue de Rome - 13001 Marseille
04 91 59 82 80 - nic@cosens.fr - www.cosens.fr

COSENS siège social
2A rue de Rome - 13001 Marseille
04 91 59 82 80 - nic@cosens.fr - www.cosens.fr

**CONVENTION ATTRIBUTIVE D'UNE SUBVENTION SPÉCIFIQUE DE FONCTIONNEMENT
DOSSIER N°2016_0237**

Entre La METROPOLE D'AIX-MARSEILLE-PROVENCE, domiciliée 58 boulevard Charles Livon 13007 Marseille, **représentée par**

, dûment habilité par la délibération n° _____ du **17/10/2016** ;

Ci-après dénommée « Métropole »

D'une part,

Et **COSENS**, dont le siège est situé à **MARSEILLE**

représenté par son Président, dûment habilité à cet effet, **Monsieur Christian LORIDON**

Ci-après dénommé : le « bénéficiaire »

D'autre part,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001,

Vu le règlement budgétaire et financier de la Métropole ;

ARTICLE I : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir l'objet, le montant, les conditions d'utilisation et les modalités de paiement de la subvention attribuée par la Métropole au bénéficiaire.

ARTICLE II : OBJET ET MONTANT DE LA SUBVENTION

La Métropole attribue une subvention d'un montant maximal de 15.000 €, soit 38,96 % du coût total prévisionnel, au bénéficiaire intitulé COSENS qui s'engage à réaliser l'opération suivante :

« **Service d'amorçage de projet** » pour un montant subventionnable de 38.500 € correspondant aux dépenses éligibles prévues dans le dossier de demande de subvention présenté à la Métropole.

Il convient de noter qu'outre la subvention sus-indiquée, l'opérateur bénéficie d'autres subventions de la Métropole Aix-Marseille Provence sur l'exercice 2016, à savoir 18.000 € au titre de la Direction des Interventions Économiques du Conseil de Territoire Pays d'Aix, ainsi que de 5.000 € au titre du Conseil de Territoire du Pays de Martigues (délibération n°2016-021 du 12 septembre 2016).

ARTICLE III : CONDITIONS D'UTILISATION DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire de la subvention s'engage à utiliser les sommes attribuées par la Métropole conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Métropole.

ARTICLE IV : MODALITÉS DE PAIEMENT DE LA SUBVENTION SPÉCIFIQUE DE FONCTIONNEMENT

Cette subvention spécifique de fonctionnement est liquidée de la façon suivante :

- un acompte de 80% après notification de la convention attributive de la subvention. Cet acompte est déductible des versements suivants ;
- Le solde sera versé l'année suivante au regard de la production des éléments suivants, au plus tard le 31 mars 2017 :
 - les derniers bilans et comptes de résultat connus de l'association certifiés par le Président et le Trésorier de l'association,
 - un bilan qualitatif et quantitatif de l'action conventionnée
 - le compte de résultat final de l'action conventionnée, signé et certifié par le Président et le Trésorier de l'association,

Un état définitif des factures acquittées pourra être demandé.

ARTICLE V : DÉLAI DE VALIDITÉ DE LA SUBVENTION

Le bénéficiaire d'une subvention de fonctionnement spécifique dispose d'un délai de deux ans à compter du vote de celle-ci pour présenter les pièces justificatives.

ARTICLE VI : MODALITÉS DE CONTRÔLE

La Métropole peut se faire communiquer sur simple demande tout acte, contrat, facture ou document attestant de la bonne exécution de l'opération et faire procéder par ses délégués à toute vérification sur pièce ou sur place.

Le bénéficiaire ayant reçu, dans l'année en cours, une ou plusieurs subventions est tenu de fournir à la Métropole une copie certifiée de ses budgets et de ses comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de son activité.

Les comptes sont certifiés par le Commissaire aux comptes pour les personnes morales de droit privé qui en sont dotées, par le Président ou par le représentant habilité pour les autres.

- Lorsque la subvention métropolitaine est affectée à une dépense déterminée, le bénéficiaire doit produire à la Métropole un compte-rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention.

- Ce compte-rendu financier, présenté selon les dispositions réglementaires en vigueur, doit être transmis à la Métropole dans les six mois qui suivent la fin de l'exercice pour lequel la subvention est attribuée.

ARTICLE VII : REVERSEMENT DE LA SUBVENTION

En cas de non-respect d'un des délais prévus par la présente convention, le bénéficiaire :

- ne peut prétendre au versement de la subvention ou au versement du solde de la subvention ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

Si le contrôle sur pièces transmises par le bénéficiaire ou les contrôles sur place effectués par la Métropole conduisent la Métropole à constater la non-exécution totale ou partielle de l'opération subventionnée ou le non-respect par le bénéficiaire d'une disposition du règlement budgétaire et financier, le bénéficiaire :

- ne peut prétendre au versement du solde de la subvention ;
- doit rembourser les sommes indûment perçues.

ARTICLE VIII : DEVOIR D'INFORMATION

Le bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Métropole de toute modification importante matérielle, financière ou technique affectant le programme aidé (changement de dénomination sociale du bénéficiaire, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, etc.).

Toute modification de l'objet de la subvention, doit être acceptée par la Métropole et doit faire l'objet d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE IX : RESPONSABILITÉ DE LA MÉTROPOLE

L'aide financière apportée par la Métropole à cette opération ne peut entraîner sa responsabilité à aucun titre, que ce soit pour un quelconque fait ou risque, préjudiciable au titulaire ou à un tiers, pouvant survenir en cours d'exécution.

ARTICLE X : MODALITÉS D'INFORMATION DU PUBLIC

En cas de diffusion de documents d'information et de communication destinés au public concernant l'opération subventionnée par la Métropole, le bénéficiaire devra faire état de l'aide métropolitaine par tout moyen autorisé par l'institution, par exemple, l'apposition du logo de la Métropole conformément à la charte graphique métropolitaine.

ARTICLE XI : DATE D'EFFET ET RÉSILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention est exécutoire à sa notification par la Métropole au bénéficiaire de l'aide.

La convention prend fin par le versement du solde de la subvention au bénéficiaire de l'aide, par la résiliation de la convention à l'initiative du bénéficiaire renonçant à la subvention ou par la résiliation unilatérale et de plein droit par la Métropole dans le cas où les engagements visés par la présente convention ne seraient pas respectés par le bénéficiaire.

Dans ce dernier cas, cette résiliation prend effet à sa notification par lettre recommandée avec accusé de réception au bénéficiaire de la subvention.

La résiliation mettra fin à l'aide apportée par la Métropole qui pourra exiger le reversement des sommes versées non encore engagées par le bénéficiaire.

Le Représentant du bénéficiaire

Nom : Monsieur Christian LORIDON
Qualité : Président